

Dénonciation du racket organisé par l'état français sur les acquis sociaux des Sans-papiers

Déclaration AME du 1^{er} MAI 2009

Nous avons tous droit à la dignité et la considération que procure un travail décent. En immigrant dans d'autres pays nous explorons des opportunités nouvelles en réponse aux difficultés économiques et structurelles dans nos pays d'origine. C'est notre force de travail que nous allons offrir pour espérer avoir en bénéfices des lendemains meilleurs. Du travail au noir en passant par les multiples intérim, des CDD renouvelés aux CDI dont la plupart sont signataires et sur lesquels les patrons ferment les yeux nous produisons une plus value dans les pays d'accueil par le paiement des impôts, taxes et cotisations sociales sans pouvoir bénéficier des droits et des prestations qui y sont attachés (retraite, allocation chômage, logement social, services publics, citoyenneté...).

L'Etat français encaisse ainsi environ 2 milliards d'euros par an sans jamais rien décaisser. Nous parlons de spoliations car ce système touche la grande majorité des 400.000 Sans-papiers de France qui sont travailleurs déclarés ou reconnus et qui quotidiennement sont brutalisés et injustement arrêtés, détenus et expulsés vers un pays d'origine d'où ils étaient absents pendant de longues années – entre 7 et 22 ans.

Ces personnes arrivent involontairement sans un sou et sans accompagnement idoine après avoir été des acteurs incontournables du développement économique et social car l'argent envoyé dans les pays d'origine par les immigrés avec ou sans papiers représente trois fois l'aide financière des gouvernements des pays riches. Quid de leurs droits sociaux tapis dans les caisses de la sécurité sociale du pays expulseur ? Des intérêts colossaux pour les uns, des manques à gagner et la survie pour les autres. Quel destin ? Travailler et laisser ses acquis à d'autres.

Nous dénonçons cette politique illogique qui tend à passer sous silence le racket organisé par les pays d'accueil qui spolient ainsi la partie essentielle des fruits du travail des autres. Les droits et acquis sociaux des travailleurs immigrés ne doivent et ne peuvent pas passer par pertes et profits dans la balance des négociations opaques pendant que des milliers de vie sont brisées et affaiblies ici et labas.

Que deviennent la femme et les enfants des travailleurs Sans-papiers expulsés quotidiennement de France ? A quoi servent les cotisations sociales des travailleurs immigrés Sans-papiers encaissées par la France depuis plus de 30 ans ?

Aujourd'hui 1^{er} Mai ; jour anniversaire de la dignité humaine par le travail, nous interpellons les gouvernements sub sahariens et Magrébins à travers leurs Ambassades et Consuls à ne pas se rendre complices historiques d'un Système Vampire sur les acquis de droits des travailleurs immigrés sans papiers différence alors qu'ils ont travaillé et cotisé pour des vieux jours.

_ Nous exigeons sans conditions un moratoire sur les expulsions afin de permettre un calcul compensatoire des droits sociaux pour tous les travailleurs immigrés sans papiers expulsés car, **si l'on expulse un travailleur il faut également expulser ses droits sociaux.**